

Le journalisme n'est pas du terrorisme

- **La Directa considère que l'imputation de son journaliste est un attaque au droit de l'information et qu'elle pose en risque l'exercice de la profession parmi tous les médias**

Le juge de l'Audience nationale (en catalan: Audiència Nacional) espagnole, Manuel García Castellon, a inclus le journaliste Jesús Rodríguez dans l'affaire du Tsunami Démocratique. Le juge d'instruction qualifie du terrorisme les mobilisations sociales engagées par Tsunami Démocratique et il considère que les douze personnes enquêtées faisaient partie de la coordination politique de l'organisation.

Jesús Rodríguez n'a pas fait partie d'aucun acte délictueux, mais il a juste exercé ses droits fondamentaux. **Il s'est toujours limité à mener son activité professionnelle dans l'exercice de la liberté d'information. Cela est un droit fondamental qui est en train d'être violé avec cette imputation.**

Cette accusation est une attaque à la liberté de presse et à notre média. Il s'agit d'une décision judiciaire que nous ne pouvons pas séparer du travail que Jesús Rodríguez a réalisé dans la défense des droits fondamentaux parmi notre journal depuis dix-huit ans.

La Directa nous sommes toujours impliqués dans la couverture des luttes sociales, dans la fiscalisation des mauvaises praxis des pouvoirs et dans la recherche, tout afin de faire découvrir les abus policiers. Rodríguez a écrit des centaines d'articles qui mettent le focus dans les vulnérations des droits et dans la persécution des dissidences. Nous comprenons que cet offensif répressif et judiciaire est une tentative de lui empêcher le développement de son métier informatif.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois qu'il a subi de la répression due à son métier: l'année 2016 il a été agressé par un policier antiémeute alors qu'il couvrait une manifestation. Cette attaque policière lui avait causé une lésion dans la jambe et un doigt cassé, dont il a perdu la moitié de sa mobilité. Également, il a subi une action judiciaire pendant plus de cinq ans, qui a été finie par la condamnation d'un agent de police l'avril 2021. Depuis ce fait, lui et un photjournaliste également agressé ont porté plainte pour faux témoignage contre un sergent et contre un agent des Mossos d'Esquadra dans le cadre de la campagne #ProuMentidesPolicials [#Stop les mensonges policiers]. Une campagne qui a été menée par Irídia, le Grup Barnils et Mèdia.cat, avec le soutien européen de Free Press Unlimited.

La décision de l'Audience Nationale espagnole attaque le droit de l'information et met en danger l'exercice du métier de journaliste. C'est pourquoi, depuis *la Directa*, pas seulement en tant que camarades de Jesús Rodríguez, mais aussi en tant que défenseuses d'un journalisme honnête, critique et transformateur, nous vous encourageons à vous adhérer à ce communiqué.

Les attaques et la persécution de journalistes ne sont pas des faits isolés à l'État espagnol. Parmi les actions judiciaires, il est impossible d'oublier la fermeture des médias tels que *Egin*, *Adi Beltza* et *Euskaldunon Egunkaria*, ainsi que l'exile et la mise en prison de Xavier Vinader. De plus, nous trouvons des affaires judiciaires plus récentes, tels que ceux des photjournalistes Isidre García Puntí et Carles Palacio ou celui de la collaboratrice de *El Salto*, Joanna Giménez. Maintenant, la direction de TV3 [chaîne de télévision publique catalane] et celle de Catalunya Ràdio sont dans une procédure judiciaire par le fait qu'elles avaient mis de la publicité du referendum dans leurs médias. Il y a des procédures pénales qui ont été ouvertes contre des professionnels de la radio publique et contre des humoristes de la télévision catalane. Plus au-delà du côté judiciaire, les données de la Carte de la Censure de Mèdia.cat aux Pays Catalans ont montré que le 30,5% des incidents contre les journalistes sont menés par la police et que la plupart de ceux-là sont dans des cadres de mobilisation dans la voie publique.

C'est grâce au soutien des abonnés, du travail des collaboratrices et des travailleuses, ainsi que hdes partenaires de la coopérative, que nous pouvons faire notre travail avec de la rigueur et de l'indépendance. Cette attaque au droit de l'information est grave, mais il ne va pas empêcher que nous suivons à faire du journalisme dans la défense des droits et des libertés.

Des médias ainsi que des organisations pour le droit de l'information ont déjà été adherées au communiqué. **Consultez celles qui l'ont fait et adhérez-vous également.**

Directa

**Terrorisme
Period**